

simplification de la Commission a pour fin principale la baisse des prix, bien qu'il soit orienté aussi vers l'emploi le plus efficace des matériaux rares et des facilités de la main-d'œuvre et de l'outillage. De plus amples renseignements sur le programme de simplification, tel qu'il est appliqué aux manufactures, paraissent aux pp. 358-367, chapitre XIV. Les industries ont adopté volontairement un grand nombre de mesures en vue de diminuer les prix, mais quand c'était nécessaire, la Commission a donné des ordres formels de simplification. La méthode générale de simplification consiste à prohiber certaines pratiques de fabrication et de distribution et de diminuer le nombre de séries d'articles plutôt que de recommander des méthodes types ou des catégories de marchandises "réglementaires" ou "d'utilité" comme en Grande-Bretagne. La simplification a entraîné des économies considérables sans nécessiter un changement radical trop grand de l'organisation ou une rupture excessive des pratiques normales de marchés que l'uniformisation aurait comportés.

Là où les mesures d'absorption de la pression du coût n'ont pas suffi à résoudre le problème de la hausse, la Commission, dans quelques cas, a prêté son concours par des subventions, par la remise des droits et taxes d'importation ou en absorbant la perte sur les achats massifs de matières premières du gouvernement. Les principaux facteurs qui décident la Commission à user de ces méthodes pour fournir de l'assistance sont l'essentialité des marchandises, ou leur importance directe ou indirecte vis-à-vis du coût de la vie. Ce n'est pas la politique du gouvernement d'y aller des deniers publics pour aider à la production d'articles de luxe. Dans quelques cas, l'aide a été fournie en haussant le prix maximum du consommateur. Cela se fait très rarement et seulement dans le cas où le versement d'une subvention est impraticable du point de vue administratif, lorsque l'effet sur le coût de la vie est négligeable et que l'article n'est pas essentiel.

Les subventions sont payées au stage du commerce qui présente le moins de problèmes administratifs et seulement quand le besoin s'impose; et, le soulagement est reparté entre fabricants et distributeurs et consommateurs par des ajustements appropriés des prix. Comme ce sont les consommateurs du pays qui doivent bénéficier des subventions, des dispositions ont été prises pour retenir ou recouvrer les versements sur les marchandises exportées, vendues pour les approvisionnements des navires ou vendues au Ministère des Munitions et Approvisionnements ou à ses agences.

Le coût croissant des importations a été contre-balanqué en plusieurs cas par des subventions, par l'absorption des pertes commerciales sur les achats massifs, ou par la remise des droits et taxes d'importation. La liste s'allonge des importations non essentielles déclarées inéligibles pour fins de subvention.

Dans les industries manufacturières, des subventions contre-balancent la hausse des prix résultant d'une augmentation du prix de la matière première, de l'emploi de succédanés plus coûteux ou de la diminution de rendement de la main-d'œuvre. Cependant, le gouvernement n'a pas eu pour politique de verser des subventions pour compenser l'augmentation des salaires. Dans plusieurs cas, les subventions ont été accompagnées ou suivies d'autres ajustements et de mesures de simplification destinées à diminuer les subventions. Dans un certain nombre d'industries, le paiement de la subvention a été ajusté à la situation des profits de chaque maison de commerce, de façon à ne pas élever les profits d'une compagnie au-dessus du niveau auquel le 100 p.c. du taux de la taxe sur les surplus de bénéfices commence à fonctionner.

Dans le cas d'un certain nombre de produits bruts, des subventions permettent des prix plus élevés aux producteurs dans l'intention de stimuler la production tout